

Pourquoi l'Europe ?

Parce qu'il y a un mois j'étais en Slovénie pour une réunion européenne informelle à laquelle avaient été conviés tous les ministres des Affaires étrangères des Balkans. Pour ceux qui comme moi se souviennent des Balkans il y a dix ans, pour ceux qui ont vu les blessures et les douleurs de ces guerres civiles, familiales, le simple fait de recevoir dans la paix tous ces pays indépendants était un moment d'émotion intense. C'était la concrétisation d'une évolution considérable, y compris dans le cas de la Serbie et du Kosovo qui siégeaient côte à côte. C'était la preuve que le progrès était possible et la certitude qu'il passait par l'Europe.

Grâce à l'Europe, il aura fallu seulement dix ans, dix longues années pour une réconciliation, sans doute encore imparfaite, mais dont le mouvement même se mesurait autrefois en générations, en siècles.

L'Europe, c'est la réconciliation.

Dans mon esprit, la rencontre de Ljubljana en appela une autre, dans les Balkans encore. C'était au Kosovo, en 1999. Responsable de la province pour l'ONU, je devais travailler en concertation permanente avec le général commandant les quarante-cinq mille hommes de troupe sans lesquels je n'aurais rien fait. A mon arrivée, ce général, Mike Jackson, était un Britannique. Klaus Reinhardt lui succéda bientôt. J'étais Français, il était Allemand ; j'avais fait mes classes dans l'activisme militant, il était militaire par tradition. Mais ces différences, bien vite, n'ont pas pesé lourd. Nous avions quasiment le même âge. Etudiant en 1968, il avait été tenté par la rébellion, participant à deux ou trois manifestations. Puis, finalement guidé comme moi par le souci de l'action, il s'était engagé dans l'armée et était devenu général.

Au Kosovo, il n'y a pas eu un geste politique, pas une conférence de presse, pas une réaction après un assassinat où nous ne nous soyons trouvés côte à côte, à tel point qu'on nous surnommait les *twin brothers*. Trente fois devant des meurtres, nous avons dit ensemble : « Comprenez, seule l'Europe vous sortira de là. Vous n'en avez fini ni avec les Serbes ni avec la haine mais regardez-nous, avec des siècles de bataille derrière nous. La France et l'Allemagne se sont ôtées tout moyen de se combattre. Ce qu'elles ont fait, vous pouvez le faire aussi. » Disant cela, souvent, nous nous tenions par la main.

Notre exemple a-t-il convaincu quelques Serbes et quelques Kosovars ?

Je voudrais d'abord m'arrêter sur ces petits gestes qui incarnent l'Europe : la gèneflexion de Willy Brandt devant le ghetto de Varsovie, les mains de Kohl et Mitterrand qui se serrent à Verdun, cette réunion en Slovénie où les Balkans, même dans la douleur, même en feignant parfois de s'ignorer, ont exploré ensemble le chemin de la paix.

L'Europe ? D'abord des hommes et des femmes, des rêves, des émotions.

L'Europe ? D'abord un sentiment. Un sentiment radicalement nouveau dans son ampleur et dans sa généralisation. Un sentiment que nous ne devons pas laisser banaliser. Cette évidence, il y a 60 ans, ne concernait que quelques visionnaires. Nos parents, nos grands-parents, au sortir de la guerre se sentaient Français ou Allemands, très rarement Européens.

Pourquoi l'Europe, alors ? Avant tout pour poursuivre ce chemin de courage tracé par nos pères et nos mères, par tous ceux qui ont su penser contre leurs penchants, contre eux-mêmes, pour se reconnaître frères par-delà les guerres, les haines et les deuils. Nos parents, donc, qui ont eu le courage immense de tracer le chemin de la réconciliation.

La réconciliation n'est jamais achevée. C'est une épreuve permanente, un effort prolongé, il est toujours possible de faire mieux.

Je fais partie de ceux qui ne supportent pas que le mouvement de l'histoire passe les malheurs individuels par pertes et profits. Je ne me résigne pas à laisser un être humain, quel qu'il soit, sur le bord du chemin.

Or, la France et l'Allemagne sont jusqu'ici restées sourdes à la détresse des dernières victimes, victimes innocentes et intempestives d'un conflit qu'elles n'ont même pas connu. Je parle des enfants de la guerre, ceux qu'on méprisait en France du terrible nom d'enfants de boches, ces dizaines de milliers de victimes à retardement de la violence de nos peuples.

Enfants souvent d'amours interdits, d'amours coupables et méprisés, fils des tondues sur lesquelles les gens crachaient, rejets de femmes damnées et de pères à la mémoire assassinée, ces enfants qui sont aujourd'hui adultes nous demandent, soixante ans après, de reconnaître enfin leur malheur, leur vie, leur identité.

Cette identité faite de guerre et de souffrances, d'amour et de détestation, c'est celle de l'Europe. Écoutons le travail de réconciliation formidable que certains d'entre eux ont effectué, le plus souvent dans une grande douleur. Et accordons aux dernières victimes qui le réclament une plus juste reconnaissance de leur histoire si dure, si terriblement européenne.

Que l'on me comprenne bien : loin de moi l'idée d'agiter les fantômes du passé. Il ne s'agit pas de revenir sur les drames d'autrefois, mais de reconnaître ceux qui subsistent. De faire en sorte que personne, en France ou en Allemagne, ne doive cacher ses origines sous prétexte qu'elles se trouvent de l'autre côté du Rhin.

Je voudrais donc lancer aujourd'hui une piste de réflexion, encore à l'état embryonnaire : ne serait-il pas dans la logique, dans l'esprit de l'Europe, d'accorder une reconnaissance à ceux dont la vie est partagée entre nos deux pays ?

Symboles d'une Europe qui s'est construite malgré les guerres, ne pourraient-ils faire de leur identité nationale franco-allemande une réalité positive ?

Tous ne veulent pas d'une double nationalité ; la plupart demandent un geste symbolique. Quel que soit ce geste, je propose donc dans un premier temps de missionner un certain nombre d'autorités françaises et allemandes –archivistes, historiens, juristes, philosophes notamment- pour, dans la transparence et la concertation, en préciser les modalités concrètes. Je le fais devant deux enfants de la guerre, Monsieur Falguière et Madame Brunne, qui sont venus avec moi.

L'Europe, née de la réconciliation, ne doit pas craindre de poursuivre ce travail avec ceux qui souffrent encore. Ce sont les enfants de nos deux pays.

L'Histoire est-elle sans mémoire ?

Il nous faut surtout nous attacher à la réinvention d'un idéal commun, un idéal tourné vers la jeunesse. Elle le demande. C'est à nous de lui apprendre combien l'histoire de la réconciliation franco-allemande, l'histoire de l'unification de l'Europe, est précieuse.

Des projets phares, comme le manuel d'histoire commune dont le deuxième tome vient de paraître, nous y aideront. Ecrit dans les deux langues, avec un contenu identique, ce projet original, révolutionnaire, si je peux encore prononcer ce mot, suscite un immense intérêt en Europe de l'Est, dans les Balkans, au Japon, partout où la question de la réconciliation avec les voisins est encore brûlante. Dans tous ces pays, on admire l'audace d'un projet ambitieux.

Transmettons à nos enfants le désir de maintenir cette flamme allumée pour eux.

Ils nous demandent de répondre aux problèmes qu'ils voient venir. Ils demandent à nos deux pays d'inventer et de forger ensemble la mondialisation positive qui les

fera aimer le monde et les rendra fiers de l'Europe. Nous ne pourrons leur répondre que par une volonté commune de la France et de l'Allemagne. L'Europe ne grandira pas sans nos deux pays. L'Europe ne grandira pas si elle n'est pas capable de répondre aux problèmes quotidiens et aux interrogations plus profondes que les évolutions rapides et désordonnées du monde posent à nos citoyens.

Vous connaissez les vicissitudes du sentiment européen en France. Vous savez que des ambitions politiciennes, appuyées sur des angoisses réelles, ont pris prétexte du référendum de 2005 pour imposer leur logique. Ces calculs ont rencontré l'exaspération d'une population qui se sentait trahie par un projet qui lui échappait.

Les Français ont voté « non », comme on se jette dans le nihilisme, de désespoir.

Et quand, pris de remords peut-être, ils ont voté en 2007 pour le candidat qui proposait de surmonter ce « non », les divisions politiciennes n'ont pas tardé à ressurgir...

C'est cela aussi, l'Europe : la soumission à des impératifs politiques plus ou moins nobles, plus ou moins sincères. Et c'est cela qu'il nous faut prendre en compte, accepter et dépasser ensemble.

Les directives ont-elles tué les utopies ?

Pourquoi être européen en 2008 ?

L'Union, focalisée sur le « comment » et cette attention exclusive à la mécanique interne, a conduit au désenchantement. Résultat : ces « non » de 2005 qui n'étaient pas tant le signe d'un désaveu pour l'Europe que la marque d'un désenchantement ; une réaction démocratique à un projet trop bureaucratique, trop lointain, trop désincarné.

L'Union s'était trop centrée sur elle-même et en oubliait la politique. Aujourd'hui, et grâce notamment à la Présidence allemande, cette page est enfin tournée. Le

Traité de Lisbonne a ouvert une nouvelle ère : nous pouvons nous attacher enfin à redéfinir cette Europe du XXI^e siècle.

Nous allons inventer une Europe nouvelle, qui ne sera pas celle des pères fondateurs mais en retrouvera l'esprit. Celui que nos décennies d'aventure commune ont forgé, et qui dessine aujourd'hui notre identité.

C'est cela, l'esprit de l'Europe : être capable de faire passer la solidarité avec le voisin devant son confort, devant son droit, devant son évidence.

En dix ans, l'Europe a profondément changé. Elargie désormais à une échelle vraiment continentale, dotée de responsabilités globales, elle est dans le même temps confrontée à un monde mouvant qui remet en cause ses positions, ses valeurs, ses missions.

Ce monde est aujourd'hui marqué par deux tendances lourdes, apparemment contradictoires : une « désétatisation » du monde au profit d'influences et de réseaux, où le pouvoir des idées contredit celui des canons, où ONG, entreprises, Eglises ont parfois plus de poids que bien des Etats. Un monde où les problèmes dépassent la taille et les compétences des nations, qu'il s'agisse de climat, de terrorisme, de finance ou de santé.

De l'autre côté, on assiste à un retour en force de la violence, celle des affrontements ethniques, nationaux et religieux, avec une demande accrue de protection et d'identité adressée aux Etats, avec des Etats aux ambitions stratégiques ou financières nouvelles, avec un retour de la question nationale et territoriale que l'on croyait réservée aux livres d'histoire. C'est un monde où la bataille pour le contrôle des ressources retrouve une prégnance oubliée, un monde dont la stabilité semble, à nouveau, reposer sur un équilibre des puissances.

A la confluence de ces deux logiques, il y a pour nous l'Europe, incarnation d'une action fondée sur des principes démocratiques et des pratiques contractuelles, réponse aux questions supranationales et volonté d'adapter les outils de la puissance aux échelles nouvelles du siècle qui s'ouvre.

Pourquoi l'Europe ? Parce que l'Europe seule peut rendre possible une mondialisation qui soit conforme à notre histoire, à nos valeurs, à nos projets. Une mondialisation qui ne se fasse pas aux dépens des plus pauvres.

Dans ce monde en refondation, le besoin d'Europe est là.

La seule condition pour conserver notre place, défendre nos valeurs et nos intérêts, c'est de créer une Europe de la volonté, de l'ambition, de l'espoir. Une Europe du rêve et des droits de l'homme.

Tous les défis auxquels nous sommes confrontés, défis écologiques, climatiques, sanitaires, financiers, sécuritaires ou migratoires, appellent une réponse innovante. C'est là que l'Europe a un rôle à jouer.

C'est ce que nous disent nos partenaires à travers la planète, conscients à la fois du formidable rôle d'invention que jouent les Européens et de l'opportunité historique ouverte par l'élection américaine. Alors que les errements de l'administration sortante, en Irak notamment, ont montré les limites d'une superpuissance de plus en plus contestée, le monde attend de nous une audace et une créativité que nous sommes seuls à pouvoir incarner.

Rendons-nous bien compte que l'aventure européenne, dont je soulignais à l'instant combien elle avait pu ici sembler dénaturée, conserve à l'échelle planétaire un parfum unique d'aventure et de justice, de grandeur et d'idéal qui inspire aujourd'hui les nations du monde entier, du MERCOSUR à l'ASEAN, de l'Union africaine au Proche-Orient.

Faisons donc vivre l'idéal européen au-delà de l'Europe.

Le modèle européen, c'est en effet d'abord une maquette d'organisation différente du monde, de combinaison difficile des souverainetés et de diversité, de mise en avant d'un respect et d'une fraternité uniques entre Etats.

Le modèle européen, c'est aussi un exemple, qui demande aujourd'hui à être précisé autour des trois questions majeures qui se posent à l'Union -sur ses frontières, son projet et sa puissance.

Sur les frontières : tous les élargissements du passé ont suscité des inquiétudes. Mais l'Europe a toujours grandi sans perdre sa substance. Ce mouvement serait-il aujourd'hui fini ? S'il doit se poursuivre, savons-nous jusqu'où et à quelles conditions ? N'ayons pas peur d'une réflexion de fond, sans *a priori* ni crainte...

Sur le projet : l'Europe s'est construite contre la guerre, contre le communisme, contre le nationalisme. Elle doit désormais se construire dans l'affirmation d'une mondialisation moins dure, bâtie selon des règles démocratiques. Une mondialisation plus douce avec les plus faibles.

Sur les moyens de sa puissance et de son influence, enfin. Il n'y a pas de diplomatie sans défense, pas de diplomatie sans volonté d'attractivité au service de nos entreprises, de nos universités, en particulier. Cette puissance et cette influence restent à inventer, en tout cas à perfectionner.

Ce sera le menu du Groupe de réflexion « horizon 2020-2030 » que nous allons mettre sur pied sous notre présidence : il aura pour mission de répertorier les questions et les évolutions fondamentales auxquelles l'Union est susceptible d'être confrontée d'ici à cette date et d'y apporter des réponses pertinentes, réalistes et audacieuses. Il devra présenter son rapport lors de la réunion du Conseil européen de juin 2010.

A toutes les époques charnières de notre histoire, moyen-âge, Renaissance, Lumières, le message de l'Europe au monde a été un message de confiance à la liberté d'esprit, aux puissances de la raison et à l'initiative individuelle. C'est ce message qu'il nous faut aujourd'hui actualiser, en nous reposant sempiternellement la question : Pourquoi l'Europe ? Parce que les peuples européens, après des siècles de déchirements terribles et d'inventions magnifiques, ont une maturité politique unique qui les préserve de bien des illusions et leur permet d'accepter les responsabilités qui doivent être les leurs.

Et pour terminer, je prendrai quatre exemples intimement liés à l'identité européenne et sur lesquels il nous faut aujourd'hui faire valoir notre spécificité. Deux d'entre eux correspondent au patrimoine génétique de l'Union, deux d'entre eux aux nouveaux défis qu'il nous faut aborder.

Dans le patrimoine de l'Europe, il y a les droits de l'Homme et le respect de règles de droit universelles.

Nous vivions jusqu'à récemment dans l'apaisante illusion du consensus forgé dans l'immédiat après-guerre autour de la Déclaration Universelle de 1948. Soixante ans plus tard, cette vision révolutionnaire redevient un combat.

Même actée par la signature de l'ensemble des pays membres de l'ONU, l'universalité, ce mot magique, unique, est toujours à construire, non pas comme des idées qu'on imposerait de à l'ombre des chars, mais comme un processus de dialogue, de conviction, de respect.

Ne nous laissons pas démonter par les éternels relativistes ou les nouveaux révisionnistes. N'ayons pas peur de nous engager au service de droits qui ne sont pas des valeurs de l'Occident mais des impératifs universels. Et n'ayons pas peur, quand c'est nécessaire, de hausser le ton face à des régimes qui bafouent ouvertement les droits de l'homme, qui remettent en cause les libertés

fondamentales et qui oppressent leurs minorités. Il ne s'agit pas pour nous de donner des leçons ; il s'agit de faire vivre les idées au nom desquelles nous existons.

Continuons à nous battre aux côtés de ceux qui partout dans le monde tentent de faire advenir la démocratie et les droits de l'Homme.

Autre patrimoine européen : les droits sociaux, une certaine idée de la justice sociale, l'action collective contre les inégalités, la défense des services publics modernisés.

Pas besoin d'être grand clerc pour constater aujourd'hui que les fondements de cette construction sont menacés. Faut-il donc nous résigner à la voir disparaître ? Faut-il au contraire résister coûte que coûte à des évolutions que nous ne cautionnons pas ? Soyons lucides : aucun protectionnisme n'arrêtera ce mouvement planétaire.

Si nos économies vacillent, c'est que d'autres, là-bas, à l'est de l'Europe, en Asie ou ailleurs, profitent à leur tour de nos conquêtes. C'est le sens de l'histoire et le progrès est là.

A nous d'en faire bénéficier nos peuples qui se sentent aujourd'hui menacés.

Le récent conflit dans une usine roumaine d'automobiles me semble emblématique d'une évolution forcément douloureuse pour quelque temps, mais finalement salubre car elle nous obligera à réinventer notre modèle social, en prenant en compte les progrès et les revendications qui font chaque année accéder des millions d'humains à la santé, à la prospérité et aux droits sociaux dont nous bénéficions ici depuis longtemps.

Le vrai enjeu de l'Europe est d'inventer une mondialisation qui nous permette de préserver et d'étendre nos systèmes, en les réformant. Si l'Europe échoue, elle aura raté son objectif majeur.

C'est d'ailleurs encore une fois en Europe que les questions sont posées : l'intégration européenne n'est je pense pas étrangère à cette prise de conscience des ouvriers roumains.

Je voudrais aussi prendre l'exemple de deux défis nouveaux, pour lesquels l'Europe a un rôle fondamental à jouer : les crises alimentaire d'une part, le changement climatique et l'énergie d'autre part. Sur ces deux sujets, l'Europe a le devoir d'être à la pointe de l'innovation.

La leçon de la crise alimentaire nous renvoie au modèle européen, fondé sur le triptyque : régulation, coopération et multifonctionnalité de l'agriculture. Elle légitime la priorité accordée à celle-ci et la nécessité de développer les productions par des politiques publiques adéquates. Ce que la PAC a su faire pour une Europe qui sortait de la guerre, l'Union européenne doit aider les pays pauvres à le mettre en place à leur tour.

L'Europe a une expertise et une responsabilité toute particulière, notamment vis-à-vis du continent africain, dont la population va plus que doubler d'ici à 2050. Une réallocation de l'épargne mondiale vers le secteur productif agricole particulièrement dans ces pays est nécessaire. Les fonds souverains pourraient jouer un rôle important à cet égard : j'ai engagé une réflexion en ce sens, je souhaite qu'elle contribue à répondre à l'urgence de l'insécurité alimentaire. Répondre à l'urgence ne suffit pas. Il faut répondre aux nécessités des Africains et des agriculteurs partout dans le monde.

Nous devons aussi examiner concrètement les modalités selon lesquelles la PAC en pleine évolution peut contribuer à nous sortir de la crise alimentaire mondiale, porteuse d'instabilité politique dans de nombreux pays, et qui risque de compromettre les acquis de nos politiques d'aide au développement. Si les gens n'ont pas à manger, ils ne croiront pas en la démocratie.

Sur le dossier du changement climatique et des défis énergétiques, ensuite, l'Europe a montré une volonté politique forte, fondée sur une prise de conscience précoce des enjeux par les peuples européens. Le plan d'action sur l'énergie et le climat adopté au Conseil européen de mars 2007 sous la présidence allemande a tracé la voie. L'Union européenne doit maintenant adopter des politiques à la hauteur de ces objectifs.

C'est pourquoi nous souhaitons parvenir, au Sommet de décembre prochain et en association étroite avec le Parlement européen, à un accord politique sur le paquet "énergie climat" qui permette à l'Union européenne de continuer à jouer un rôle moteur dans la conférence "à mi-parcours" de Poznan de décembre 2008, en vue d'un accord global lors de la conférence de Copenhague de fin 2009.

Nous devons nous entendre entre Européens sur le partage du fardeau pour parvenir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici à 2020, sans pour autant pénaliser nos industries dans la compétition internationale. Un accord devra aussi se dégager pour atteindre l'objectif fixé de promotion des énergies renouvelables.

L'Europe doit également manifester clairement sa solidarité pour aider les pays pauvres à s'adapter aux effets du changement climatiques. Je salue à cet égard l'action de l'Allemagne, qui sait recourir à des mécanismes innovants de financement au profit de l'adaptation des pays en développement, par un système de mise aux enchères des quotas d'émissions de CO₂. C'est bien. C'est très innovant. On ne peut pas dire aux pays en voie de développement «vous n'avez pas droit de vous développer, on était là avant vous ».

Notre action doit aussi permettre de mieux assurer la sécurité énergétique de l'Union européenne. Comment nous prémunir des risques de court terme comme les ruptures d'approvisionnement ? Comment nous organiser pour le long terme et le risque d'un manque d'énergie dans le monde ?

A côté de ces éléments qui seront au cœur de la présidence française, je profite de ma présence à Berlin pour vous dire un mot de la question, que je sais controversée ici, du nucléaire. Comme l'a souhaité le conseil européen, je crois nécessaire d'avoir sur ce sujet un débat dénué de passion, en ayant à l'esprit une perspective globale. Nous savons la précarité des énergies fossiles. Nous savons les déséquilibres stratégiques, politiques et sociaux qui résulteront demain d'inégalités énergétiques non compensées. Je ne dis pas que le nucléaire est la seule réponse et je ne le pense pas. Mais c'est une partie, temporaire, de la solution énergétique et climatique, à condition bien sûr de prendre en compte les impératifs de sécurité, de sûreté et de non-prolifération et d'explorer d'autres voies.

Par son respect des normes, par la transparence de ses méthodes et par la nature démocratique de ses procédures, l'Europe est aujourd'hui le lieu efficace d'une tentative de réponse globale, juste et durable aux défis de notre temps. Les autres pays ne tarderont pas à la suivre, comme ils l'ont suivie quand elle a été la première à s'imposer des restrictions, unilatéralement, pour faire face au changement climatique.

Nous pourrions d'ailleurs parler ici de la santé mondiale, pour laquelle il y a tant à faire, pour laquelle tant peut être fait – à condition que nous fassions preuve de courage et d'inventivité. Nous savons que les maladies ne s'arrêtent pas aux frontières des hommes ; nous savons que celles que nous ne soignons pas là-bas nous menaceront demain ici ; nous savons que la santé est l'une des premières causes de la misère. Regardons donc les progrès inimaginables accomplis au niveau mondial depuis quelques décennies –surtout à propos du sida et ce n'est pas suffisant- et n'ayons pas peur d'exporter les recettes qui marchent ici. Une assurance maladie universelle est possible. A nous de la mettre en place.

Seule l'Union européenne peut répondre aux défis globaux qui se présentent à nous. « Une Europe mondiale peut changer les choses » reconnaissait récemment le

Premier Ministre britannique, lui qui il y a quelques années encore s'interrogeait sur le caractère pertinent du niveau européen pour affronter la mondialisation...

Comme l'a annoncé le Président Nicolas Sarkozy, l'un des objectifs de la Présidence française de l'Union sera de replacer l'Europe à la pointe de ces nouveaux enjeux politiques.

Questions d'environnement, d'énergie et de migrations, affirmation d'une politique étrangère européenne commune, relance d'une défense européenne : ce sont ces dossiers que nous voulons faire avancer tous ensemble.

Notre présidence est attendue par mes compatriotes. Je souhaite qu'elle réponde aussi aux attentes de tous les Européens. Ces attentes sont fortes. Pour autant, la France doit aborder cette présidence avec modestie. Notre seule ambition, c'est de faire progresser l'Europe et de servir l'intérêt général européen. Comme l'Allemagne l'a démontré en 2007, une présidence semestrielle n'a pas vocation à imposer son agenda, mais doit d'abord s'inscrire dans la continuité des présidences qui se suivent et lancer des axes de travail pour l'avenir, en obtenant l'adhésion de tous.

C'est ce que nous ferons, dans un esprit de responsabilité, de dialogue et d'écoute. Nos ambitions, nos priorités seront européennes.

Mesdames et messieurs, c'est en regardant le monde en face, avec ses terribles réalités et ses profondes incertitudes, que notre Europe pourra répondre aux questions existentielles qui sont au cœur de son projet. A la paralysie de la contemplation narcissique, l'Europe doit préférer le vent du monde, fût-il menaçant.

Pourquoi l'Union Européenne ? Pour répondre à tous ces défis.

Pourquoi le franco-allemand ? Parce que rien ne se fera en Europe si l'Allemagne et la France ne s'engagent pas en commun pour inventer l'Europe que nos peuples attendent.

Parce que –sans rompre le pain de l'amitié indispensable avec les Allemands – nous pouvons renouveler l'entente avec les Britanniques.

Pourquoi l'Europe ?

Parce que quand je parle de la France et de l'Allemagne, je dis « nous ». Ce n'est pas grand-chose, de dire « nous » aujourd'hui pour parler de deux pays aussi proches, aussi liés, aussi concurrents, aussi complices.

Et pourtant, quand on connaît l'histoire, ce « nous » est immense.

Mais il est immense à condition que nous soyons capable de dire « nous » ailleurs qu'à Auschwitz et à Verdun. A condition que nous soyons capables de dire « nous » face à l'avenir et face aux crises que l'actualité nous présente périodiquement. Et surtout que nous soyons capables d'étendre ce « nous » à vingt-sept pays. Cela aussi, c'est notre responsabilité commune de la France et de l'Allemagne.

Pourquoi l'Allemagne et la France ?

Parce que nos deux pays ont ensemble la masse critique pour constituer le point de départ de positions communes acceptables par les autres. Parce que nos deux pays ont la volonté de s'engager dans de nouvelles politiques et dans l'approfondissement de celles qui existent. Parce que nos deux pays ont la capacité à rester le « laboratoire de l'Europe », avec d'autres. Parce que l'Europe a besoin de la fraternité sans arrière-pensées que nous avons construite ensemble et que nous devons étendre à nos autres partenaires européens.

Notre responsabilité est grande. Quand la question des droits de l'Homme surgit au détour d'un événement sportif et pose la question d'une articulation entre défense de nos valeurs et mise en œuvre d'une diplomatie responsable, sommes-nous capables de dire « nous » ? Vous le savez, la réponse demeure hélas incertaine et il sera nécessaire nous engager fortement pour que les Européens puissent présenter un front uni face à de tels enjeux.

Le constat de cette hésitation ne doit pas nous arrêter. C'est parce que les choses sont difficiles que nous devons nous y atteler ensemble, y compris sur les sujets qui fâchent, y compris sur les sujets pour lesquels nous défendons des intérêts divergents. N'est-ce pas d'ailleurs le propre de la fraternité franco-allemande que de s'être construite sur le dépassement d'obstacles apparemment insurmontables ? C'est la raison pour laquelle la France n'envisage pas de préparer sa présidence sans un dialogue très intense avec l'Allemagne. C'est l'une des raisons de ma présence ici.

N'écoutons pas ceux qui périodiquement nous prédisent la fin du couple franco-allemand : le ménage est solide !. N'écoutons pas les faux prophètes qui nous annoncent l'extinction d'une relation unique dans l'histoire, une relation dont la valeur de modèle continuera longtemps encore à éclairer l'Europe. Écoutons-nous plutôt. Écoutons notre histoire si lourde et si riche. Écoutons ceux qui ont su s'affranchir des pesanteurs de leur temps pour inventer une utopie réaliste et fraternelle. Écoutons les enfants des Balkans qui rêvent de reproduire l'histoire de la France et de l'Allemagne. Écoutons nos enfants qui nous demandent de poursuivre dans cette voie exigeante, inventive et audacieuse.

Devant eux, pour eux, dire « nous » est un acte de confiance et une promesse, un engagement et un devoir.

Je vous remercie.